

Questions reçues de Pierre Chevrier

1. Quel est la norme généralement reconnue pour le niveau de surplus non affecté du budget d'une municipalité?

RÉPONSE :

1. **Comme mentionné par le vérificateur lors du conseil du 3 août 2020, l'obligation de la Ville est d'atteindre l'équilibre budgétaire. Il n'y pas de règle précise et le tout varie d'une municipalité à l'autre selon leurs besoins respectifs : réseaux routiers, milieu rural, infrastructures, date d'encaissement, l'utilisation des diverses réserves, etc. Un surplus représentant 25% du budget annuel/3 mois d'opération représente un guide historique, qui n'est pas requis par la loi.**

Questions reçues de Lucie Tousignant

1. Quelle est la variation des dépenses actuelles de 2019 (actuelles et non budgétaires) comparées aux dépenses actuelles de 2018 (actuelles et non budgétaires)? En d'autres mots, est-ce que l'année 2019 se termine avec une augmentation des dépenses comparées à celles de 2018 (Year to year 2019-2018 actual expenses comparison). Et si oui, de combien en numéraire (en dollars) et non en pourcentage?
2. 86,814.04\$ ont été dépensés en 2019 sous la rubrique Services juridiques Urbanisme. Quel est le justificatif qui a entraîné cette dépense de 86,814.04\$ et de ce montant, combien été dépensé pour le projet de Loi Privée que le Conseil veut faire adopter par le Parlement de Québec?
3. 16,482.54\$ ont été dépensés en 2019 sous la Rubrique Autres Services Professionnels Greffe. La Ville de Sutton ayant actuellement 2 greffiers à son service, quel est le justificatif de cette dépense de 16,482.54\$?
4. Voici les montants du Surplus non affecté des 5 dernières années:
2015: 1,397,018\$
2016: 1,589,982\$
2017: 1,104,397\$
2018: 734,375\$
2019: 1,256,822\$
Comment expliquez-vous que le Surplus non Affecté ait tant diminué en 2018 et qu'en 2019, il est plus bas qu'en 2016, alors qu'il y a eu des augmentations de taxes de 5% en 2018 et de 6% en 2019 pour les contribuables?
5. Sur le site de la Ville, on retrouve les Surplus budgétaires réels annuels suivants:
2019: 795,595\$
2018: 450,867\$
2017: 927,834\$

Le budget de 2020 a été établi avec un Surplus budgétaire de 2019 estimatif de 126 153\$, alors qu'il est dans les faits de 795,595\$ (6,3 fois plus élevé ou 630%) et que pour les 3 dernières années, la Ville n'a jamais dégagé un Surplus budgétaire annuel plus bas que 450,867\$ (3,5X plus élevé ou 350%). Force est d'admettre que le Surplus budgétaire 2019 de 126,153\$ pour l'élaboration du budget 2020 était trop bas. Comment cela se peut-il alors que 10 mois de résultats financiers (soit au 31 octobre de chaque année) sont connus lors de l'élaboration du budget de l'année suivante? Comment expliquez-vous cet écart de 669,442\$ ou de 630% du Surplus budgétaire 2019 estimé versus réel? N'aurait-il pas lieu d'établir une meilleure méthode d'estimation du Surplus budgétaire de l'année courante pour l'élaboration du budget, car d'année en année, cette sous-estimation majeure du Surplus budgétaire de l'année courante est faite. Quelle serait votre recommandation pour qu'une meilleure estimation du Surplus budgétaire de l'année courante soit faite lors de la préparation du budget en Octobre de chaque année et ainsi avoir un Budget qui reflète mieux la réalité compte tenu de l'intégration des États Financiers (le surplus budgétaire de l'année courante se clôturant au Surplus non affecté)? <https://sutton.ca/wp-content/uploads/2019/10/ESTIMÉS-AU-31-DEC-2019.pdf>

6. Pour le bénéfice de tous, pourriez-vous svp expliquer le traitement comptable pour le Recyclage? Y a-t-il une subvention reçue par Québec pour le Recyclage? Et si oui, est-ce le cas à chaque année? Et est-ce que le paiement d'une partie de l'obligation du Recyclage se fait toujours à même l'affectation annuel du Surplus non affecté vers l'Excédent de fonctionnement affecté?
7. Est-ce que la Ville de Sutton a demandé et a reçu une aide financière de la Sécurité publique pour payer une partie des factures de la tempête de vents du 1er novembre 2019 comme l'a fait la Ville de Cowansville? Si oui, quel est le montant de l'aide financière reçue?
8. Quel est le montant du Plan Triennal des Immobilisations (PTI) qui a été réalisé (dépensé) en 2019? Montant actuel versus montant budgété pour 2019?
9. Au compte comptable 01-27900-000 Parcs, terrains, Jeux 10% des Revenus de 38,934.35\$ ont été perçus par la Ville pour l'année 2019, alors que la Résolution 2019-09-397 adoptée à l'unanimité par le Conseil mentionne l'obligation du propriétaire de 5 lots à verser une somme de 85,660\$. Comment expliquez-vous l'écart de 38,934.35\$ et 85,660\$? Est-ce que ladite somme de 85,660\$ a été payée en 2019? Et si oui, elle ne semble pas avoir été capturée dans les Revenus de la Ville. Pourquoi?
10. Dans la Voix de l'Est du 7 juillet dernier, le DG M. Largy, alléguait ceci: "Le surplus accumulé non affecté demeure cependant bien en deçà de ce que suggèrent les vérificateurs, qui recommandent d'avoir un excédent de fonctionnement non affecté équivalant à trois mois d'opérations. Dans le cas de Sutton, il faudrait 2,5 M\$. Avec 1 256 822 \$, Sutton est encore loin du compte. Par contre, le directeur général remarque une nette amélioration depuis l'arrivée en poste des élus actuels. Le surplus non affecté se situait en bas du demi-million." Êtes-vous d'accord avec les deux affirmations de M. Largy, à savoir:
 - a) Que le surplus non affecté se situait en bas du demi-million lors de l'arrivée des élus le 5 novembre 2017? Oui ou Non?

b) Et qu'il y a eu une nette amélioration du Surplus non affecté? Oui ou Non?

Le Surplus accumulé non affecté était de 1,589,982\$ au 01/01/2017 en solde d'ouverture et de 1,104,397\$ en solde de fermeture au 31/12/2017 selon les Rapports Financiers vérifiés de 2016 et de 2017. De plus, 2 ans après l'arrivée des élus, il clôture à 1,256,822\$ au 31/12/2019, une augmentation de seulement 152,425\$ sur deux ans, malgré des hausses de revenus de taxes de 464,270\$ en 2018 et de 371,297\$ en 2019, pour un total de 835, 567\$ de plus de revenus de taxes perçus par l'administration Lafrance. À la lumière de ces chiffres, êtes-vous d'accord avec les deux affirmations de M. Largy? Répondre svp par oui ou non.

RÉPONSE :

1. **En 2018, les dépenses se sont élevées à 9 441 862,00 \$. En 2019, les dépenses se sont élevées à 9 919 533 \$. Toutes ces informations sont disponibles sur le site web de la Ville au <https://sutton.ca/services-aux-citoyens/finances-et-tresorerie/informations-financieres/>.**
2. **Le montant de 86 814,04 \$ représente divers dossiers en urbanisme, incluant le dossier de la Cour d'appel pour des frais payés en 2019 même si la décision a été rendu en 2018. Aucune somme de ce montant n'a été dépensé pour le projet de loi privé.**
3. **Le montant représente principalement deux dossiers : une firme de recrutement pour combler le poste vacant de greffier en 2019, pour un montant de 5 300 \$, et une firme d'archivage, pour un montant de 10 722 \$.**
4. **Le surplus accumulé est le résultat des opérations financières pour une année donnée. Des variations peuvent avoir lieu selon les évènements survenus au cours de l'année.**
5. **Comme mentionné par le vérificateur lors du conseil du 3 août 2020, il y a plusieurs variables qui ne peuvent être évalués ou estimés.**
6. **La Ville reçoit une subvention de Recyc-Québec calculée comme suit : établissement des dépenses, calcul de la subvention, puis fixation du taux de taxe pour la compensation. Si les dépenses réelles sont moindres que celles calculées, les revenus non utilisés sont affectés au surplus réservé pour le recyclage, diminuant ainsi le surplus libre non affecté.**
7. **La Ville a effectué une demande au Ministère de la sécurité publique pour bénéficier d'une aide financière. La réclamation n'est pas complétée puisque des travaux sont ou seront effectuer en 2020.**
8. **Le plan triennal des immobilisations (PTI) est une intention du conseil. Les dépenses sont toujours comparées au budget adopté et non au PTI.**
9. **La résolution indique les frais de parc à payer s'il y a lotissement, mais il ne s'agit pas d'une facture. Le lotissement s'effectue uniquement lorsque le propriétaire obtient sa division cadastrale auprès du Registre foncier du Québec. S'il y avait plusieurs lots à lotir, le propriétaire peut finalement diviser uniquement un seul lot et payer les frais de parc associés à ce lot.**

10. Comme mentionné par le vérificateur lors du conseil du 3 août 2020, l'obligation de la Ville est d'atteindre l'équilibre budgétaire. Il n'y pas de règle précise et le tout varie d'une municipalité à l'autre selon leurs besoins respectifs : réseaux routiers, milieu rural, infrastructures, date d'encaissement, l'utilisation des diverses réserves, etc. Un surplus représentant 25% du budget annuel/3 mois d'opération représente un guide historique, qui n'est pas requis par la loi. Quant à votre deuxième question, puisque le surplus non affecté était d'environ 500 000 \$ lors des élections de 2017, il y a eu amélioration au fil des ans.

Questions reçues d'Ann Dyer

Questions for the auditor of ville de Sutton books 2019:

10% fund for parks

1. *Why does a list of resolutions passed in monthly Town Council meetings NOT match the Registre de fond de Parcs provided by the Sutton Treasury department?*
2. *Why are some of the names redacted when they are easily traceable via the lot numbers that appear in the Proces Verbal and the lists of permits given?*
3. *Does the Town NOT charge penalties or interest on late payments of this 10% due when lots are subdivided and before a Permis is provided, as is required by law?*
4. *Why are some payments, such as the 10% for the only 1 of the 5 Pepin Lots, resolution 2019-09-397, 6 months late? Where is the rest of the \$85,000 referred to in that Resolution?*
5. *Why is there no follow up to deal with the other 4 lots that are listed in the Resolution?*
6. *Why does there appear to be NO penalty or interest charged in such a case, a Resolution in Sept. 2019 but the payment is not until April 2020?*
7. *Why does the park 10% fee for the transaction in 2019-09-397 NOT reconcile to the values of lots listed in that Resolution? Files attached herewith!*
8. *Why does the Town NOT enact another resolution to correct the mismatch? There appears to be a shortfall of over \$80,000 in this one transaction, a Town Revenue account? We are told that it is a Revenue account and NOT a real Reserve so I ask why the omissions are there.*
9. *Why are receipts related to the Pepin/Gris lot 5-096-066 made out using different people, ie sometime to Karine Gris as owner and sometimes to JL Pepin as owner?*
10. *Why does the tax roll show a value of \$95,300 for lot 5-096-066, but the 10% is only \$3,240? Why is this about 30% of what it should be?*

Cash receipts journal

11. *Why is the Town refusing to provide a copy of this part of the Town books of account?*
12. *When citizens asked for evidence of payment for the Park fee (see above), the Treasury provided an extract from the Cash Receipts journal!*
13. *The Town provided me with a copy of the Cash Disbursements journal with no redactions. This is surely information that is as "private" as is the Income of the Town?*

Voix de l'Est article of July 16, 2020 quote ref "excédent de fonctionnement non affecté"

14. *I attach a copy of a letter sent on 16 July, 2020 to the DG (cc to the Mayor) where I query the so called change/increase recommended by the Auditors. The letter remains without reply!*
15. *The quote says the auditor recommends a major increase from 10% to 25%! Does the Auditor have the authority to make policy recommendations like this?*
16. *Is this a new requirement from the Minister of Finance for QC and a new authority given to the auditors?*
17. *There is no mention of this higher amount, a 150% increase, in either the 2019 or 2020 budgets! Going from 10% to 15% is indeed 150%!*
18. *If this recommendation has validity, then why are we hearing it from a journalist instead of the Auditor, our Treasurer, or our DG and Mayor?*
19. *Is it correct to use this 150% as an excuse for a Tax Increase? Is it a binding rule now?*

Organigramme with names

20. *When will the town provide this information?*
21. *The town is continually hiring so this information is critical to assess \$ issues.*

Boright Road

22. *Why has no time extension been given for the Boright Road 115-14-2020 draft process?*
23. *Aside from COVID, the process has been compromised by erroneous documentation! No allowance was given to citizens to correct these errors! The timeline should have been set back to zero to account for the errors!*
24. *The citizens have been denied access to documents and to personnel, including help on what zone they live in!*

25. *The CCU minutes demonstrate a total lack of understanding of the bylaws as well as a disinterest in fully investigating the implications, both before and after the JP Demers transactions.*
26. *Why is there no mention of a timeline of the JP Demers transactions? It is of critical importance! This would have had a major influence on the citizens' actions as well as the applicability of the bylaws. It might have influenced the CCU!*
27. *Was the CCU aware of the timeline of his transactions? There is no evidence of it!*
28. *Why has Councillor Lefebvre been writing letters to citizens where she blames the fact that she and the CCU have no idea what they are doing, blames the employees and then sends another letter arguing that she is a total expert and discounts every argument that citizens are trying to make? This is extremely unacceptable for a councillor to be directly attacking citizens who have a right to make their objections known! The ever changing rhetoric is another issue!*
29. *Why is PL also writing letters, using her Sutton email address, title, etc. to attack citizens' objections, then saying that she is talking as a private citizen? Are there no rules here?*
30. *Why is councillor A Forest also writing letters directly to citizens who dare to object, indeed threatening letters? These two incidents should invalidate the entire process! A threat is a threat if it is perceived to be a threat!*
31. *Why is this draconian change being made for One Owner to the utter disadvantage of 40 or 50 other owners?*
32. *Why are the conflict of interest issues not being dealt with? Both AF and PL recused in May 2019 for a transaction related to PENS. Mme Lefevre has said (letter above) that she is not an employee of PENS. She is indeed an employee according to the web site. She is indeed the DG. A Foret recused from that transaction related to PENS because his "wife" works for, reports to P Lefevre at PENS! He recused because PL has authority over his wife! Therefore, the connection that runs from PL to AF to AF's wife to La Rumeur (her niece is a major business partner of JP Demers!) is a valid concern! Another concern is the intense history of connections that JP Demers has with PENS, Sutton Tourist, CDES and Plein Air Sutton (where another councillor, Daniel Martin, works)! At least two councillors should recuse from the council table and from the CCU!*
33. *When will the summary of all objections be made public? On the internet?*
34. *Why is the summary of all objections not being made public before the vote on the second draft resolution takes place?*

CCU

35. *Two members of the CCU sat for 5 months without being nominated and confirmed by the council. They were confirmed retroactively after 5 months, when someone noticed it! Is this legal? Should the actions of the CCU be reviewed?*
36. *What new controls will be put in place given the allegations from P Lefevre that the CCU essentially does not know what it is doing or understand the bylaws?! These are serious allegations that put every recommendation of the CCU into question!*
37. *Why is the CCU talking about funding the farmers such as Yan Gordon? The CCU has no mandate to discuss financial issues! Will this be dealt with?*

Filtex soil tests

38. *What is going on? When will citizens be given the results?*
39. *Why is the government refusing all knowledge?*
40. *Why is the Gref giving bizarre, contradictory replies?*

Water to the mountain sector

41. *What is the status?*
42. *Who will pay the \$5,000 per day?*

New consultant for \$10,000 plus expenses

43. *Who is it?*

Noyau contract with Mille Lieux

44. *Why are they permitted to subcontract?*
45. *Where is an update to citizens?*
46. *Where are the minutes of the various meetings to date?*

Sleeth building status

47. *Why are citizens not fully informed about the two engineering studies done on the building, one in 2018 and one in 2020?*
48. *Why is the building not being proposed for Cultural and Heritage status given that PatriArche has it on its list?*

RÉPONSE :

1. The resolution set the amount if the owner goes ahead with the project. The resolution is not a bill. The owner can decide to proceed or not with the subdivision. If the owner does proceed, the bill will be issued to the owner.
2. In accordance with section 51 of the *Act respecting access to documents*, the applicant has the right to appeal the matter to the *Commission d'accès à l'information*.
3. The Town charges interest and penalties if a bill is issued and not paid within 30 days of being issued.
4. See answer to question 1.
5. See answer to question 1.
6. See answer to questions 1 and 3.
7. See answer to question 1.
8. See answer to question 1.
9. Receipts and documents are issued to the name of the owner or the applicant, following who is paying.
10. The fees are based on the value of the tax roll when the resolution is adopted. So, if the resolution of that land is changing for the next taxation roll, like it was in 2020, a difference in the amount can happen. Also, if the subdivision was part of a bigger lot, the value can change if the bigger lot is also modified.
11. In accordance with section 51 of the *Act respecting access to documents*, the applicant has the right to appeal the matter to the *Commission d'accès à l'information*.
12. That is not a question.
13. Disbursements and receipts are not ruled by the same sections of the *Act respecting access to documents*.
14. That is not a question.
15. As answered by the auditor during the council meeting of August 3, 2020, the Town's obligation is to provide revenues to at least equal the expenditures. There are no specific guidelines. A recommendation for a *surplus* equal to 25% or 3 months has been an historical "guide", with no legal obligation.

16. See answer to question 15.
17. See answer to question 15.
18. See answer to question 15.
19. See answer to question 15.
20. An organizational chart with job titles can be sent to any citizen who requests it.
21. That is not a question.
22. As explained at the meeting, the procedure was at the public written consultation stage. No vote was going to be made before September, this being two more steps later in the process.
23. That is not a question.
24. That is not a question.
25. That is not a question.
26. By-law 115-14-2020 was about a zone, not a lot. The history of the lot is not pertinent.
27. CCU received pertinent information.
28. A councillor is free to answer emails or comments addressed to him/her.
29. See answer to question 28.
30. See answer to question 28.
31. By-law 115-2 mentions that “projet d’habitation intégré” are allowed, but the grid for zone H-03 does not mention this. By-law 115-14-2020 was supposed to be adopted to correct this.
32. Each councillor is responsible for determining if they are in a possible position of a conflict of interest. If they believe so, they are obliged to declare it. The given examples do not look like a conflict of interest, from a legal point of view.
33. Following the rejection of By-law 115-14-2020, such publication will not be made.
34. Councillors received a copy of all comments sent to the Town.
35. We refer you to By-law number 198 and the appropriate sections (<https://sutton.ca/wp-content/uploads/2020/05/R%C3%A8glement-198-CCUDD-codifi%C3%A9-2020-05-12.pdf>).
36. See answer to question 27.

37. We refer you to By-law number 198 and the appropriate sections (<https://sutton.ca/wp-content/uploads/2020/05/R%C3%A8glement-198-CCUDD-codifi%C3%A9-2020-05-12.pdf>).
38. The soil tests on the Filtex Site are done but the report is not completed yet, nor is its analysis by the Town done.
39. This question must be addressed to the Government.
40. We do not know which replies you are referring to.
41. An answer was already given in the questions for the council meeting of July 6, 2020 (<https://sutton.ca/wp-content/uploads/2020/07/R%C3%A9ponses-aux-questions-de-la-s%C3%A9ance-du-6-juillet-2020.pdf>).
42. This amount is paid from the “surplus réservé – aqueduc” reserve. So far this summer, the Town did not have to haul water from the Academy street Well to the Mountain Sector reservoir.
43. To date, the Town has not retained external services for this.
44. We do not know which subcontract you are referring to.
45. The Town will give an update of this project first to the members of the Table, before giving a public update.
46. Only one meeting happened and it was an information meeting, as said in the answer already given in the questions for the council meeting of July 6, 2020 (<https://sutton.ca/wp-content/uploads/2020/07/R%C3%A9ponses-aux-questions-de-la-s%C3%A9ance-du-6-juillet-2020.pdf>).
47. An Answer was already given in the questions for the council meeting of July 6, 2020 (<https://sutton.ca/wp-content/uploads/2020/07/R%C3%A9ponses-aux-questions-de-la-s%C3%A9ance-du-6-juillet-2020.pdf>).
48. An Answer was already given in the questions for the council meeting of July 6, 2020 (<https://sutton.ca/wp-content/uploads/2020/07/R%C3%A9ponses-aux-questions-de-la-s%C3%A9ance-du-6-juillet-2020.pdf>).

Questions reçues de Diana Dyer

1. Le site web de l'administration de la ville, soutenu par le conseil municipal et le maire, pourrait-il rétablir l'ancien système efficace qui facilitait la localisation par le citoyen de son district de zonage en insérant son adresse civique dans le format permettant de localiser le district exact qui permettrait de participer au registre et au vote référendaire? Cela devrait comprendre également des cartes qui pourraient être étendues pour inclure des noms de rue et des

numéros civiques précis, détaillés et lisibles des lots. Le système actuel est inefficace, illisible, imprécis et fondamentalement inapplicable et ne sert pas l'intérêt public ni les attentes de bons services.

2. Quand une réunion publique avec l'auditeur externe y soit présent, sera-t-elle prévue pour permettre aux contribuables de se faire expliquer le Dépôt du rapport financier et du rapport du vérificateur pour l'exercice financier 2019 par l'auditeur lui-même; surtout au vu des écarts de 2019 de près d'un demi-million de dollars présentés dans le procès-verbal?
3. Le maire peut-il expliquer le refus d'accorder la permission d'opérer des camions alimentaires dans la région de Sutton, même à ceux qui détiennent des permis du MAPAQ, même pendant les nombreuses exemptions accordées aux restaurateurs et autres entreprises pendant la pandémie, permission accordée dans les communautés environnantes? PERMISSION TEMPORAIRE ET RESTREINTE DE L'INSTALLATION ET L'USAGE DE CAMIONS DE CUISINE DE RUE (FOOD TRUCKS) À DES ENDROITS STRATÉGIQUES
4. Pourquoi la Ville a-t-elle donné 6 500 \$ de plus aux intérêts du CDES alors qu'elle a déjà reçu au moins 180 000 \$ des contribuables pour promouvoir ses entreprises, dont beaucoup ne sont que partiellement opérationnelles et devraient donc nécessiter moins de financement la somme maximale de 6 500 \$ dédiée à l'embauche par la CDES d'un employé supplémentaire à l'aide aux citoyens et visiteurs affecté, entre autres, aux stationnements publics et aux autres éléments lié au plan de relance.
5. Pourquoi le Trésor public a-t-il cessé de présenter la ventilation des comptes créditeurs, pour lesquels il existe une préséance, étant donné qu'il y a un écart si important d'un mois à l'autre? EXAMEN ET APPROBATION DE LA LISTE DES COMPTES À PAYER DATÉE DU 1ER JUILLET 2020 CONSIDÉRANT QUE les membres du conseil municipal ont examiné la liste des comptes à payer datée du 1er juillet 2020 et dont le total s'élève à 374 489,5
6. Pourquoi le maire n'a-t-il pas clarifié ses déclarations publiques sur les 5 000\$/jour de frais pour le transport de l'eau du puits au secteur de la montagne comme demandé?
 - a. Qui paiera ce montant ; certainement pas les résidents qui paient historiquement, en tant qu'utilisateurs, pour l'entretien du puits?
 - b. Pourquoi les lacs artificiels de montagne destinés à servir de réservoirs pour le secteur de la montagne ne sont-ils pas utilisés pour cet approvisionnement d'urgence en eau?
 - c. Le maire pourrait-il expliquer le système de pompes qui a été utilisé pour utiliser les réservoirs dans le passé et mettre à jour l'état du système?
 - d. Le maire demandera-t-il une correction du procès-verbal par l'omission de Me Fortin afin d'y inclure la discussion clairement entendue dans la vidéo mais qui manque dans le procès-verbal écrit?
7. Quelle proportion de la masse salariale de la ville a été subventionnée par le CERB, étant donné que de nombreux services de la ville ont été en non disponible, ou suspendus, des absences des employés durant la pandémie en raison de facteurs tels que la maladie ou potentiellement celle d'un membre de sa famille?

8. Le maire peut-il demander à la DG Pierre Largy de se conformer à la directive de l'Accès à l'Information de respecter la norme de diligence prévue afin de fournir un organigramme complet pour Sutton, y compris les noms de tous les employés, à temps partiel et à temps plein, sous contrat ou pour un travail temporaire de crise à court terme?
9. Le maire peut-il demander que la CCU publie son procès-verbal tous les mois, car celui-ci est du domaine public, toute information privée étant bien entendu expurgée dont il existe une solide base de précédent?
10. Le maire peut-il expliquer pourquoi la CCU a recommandé qu'un financement soit envisagé pour une entreprise agricole privée alors que non seulement cela dépasse son mandat de faire une telle recommandation, mais qu'il n'est pas dans la loi C-19 que la ville finance des entreprises privées à but lucratif?
11. Le maire peut-il expliquer les efforts écrits inappropriés et énergiques d'un certain conseiller pour dissuader les résidents de soulever des objections mettant en cause la non-conformité des règlements de zonage proposés; à tort ou à raison, ces longues lettres sont intimidantes, excessivement personnelles et ne servent que d'instrument pour faire pression pour la clôture du débat sur le règlement de zonage et de priver le contribuable à son droit démocratique de rendre compte des actions du Conseil?
12. Le maire pourrait-il publier et afficher sur le site web de Sutton le rapport complet sur le Centre communautaire John Sleeth, les reports pour la mairie et les récents rapports de l'ingénieur Filtex étant fournis sans d'objections par les anciens conseils? Il est à noter que le Maire a expliqué que le document n'a pas été publié parce qu'il est de nature "décisionnelle", de réflexion en cour, sur plans qu'il n'a été remis qu'à des personnes sélectionnées et qu'il a refusé de le partager avec tous les membres du comité de la Table d'orientation, ce qui semble incohérent et discriminatoire, puisqu'il a été remis à ceux qui auraient un intérêt dans la démolition du bâtiment.
13. Le maire est-il au courant d'une demande présentée au cours du dernier mois au MCC pour établir le statut patrimonial du Centre communautaire John Sleeth? Pourquoi cette demande n'a-t-elle pas été faite avant toute discussion sur la démolition du bâtiment? Y aura-t-il une pleine consultation publique et la publication du rapport de l'ingénieur sur l'état du bâtiment avant qu'une décision ne soit prise?
14. Le maire va-t-il suspendre les activités des comités pour le projet Noyau du Village jusqu'après la pandémie, lorsque toute la population pourra participer au processus, ce qui ne s'est pas produit jusqu'à présent, et qu'aucune documentation détaillée du projet n'a été présentée, même aux membres du comité de la table d'orientation, ce qui est inacceptable?
1. *Will the Administration of the Town website, supported by the Council and the Mayor, please reinstate the system that facilitated locating one's zoning district by inserting one's civic address into the format to locate the exact district that would enable their participation in register and referendum voting? That would include as well maps that could be expanded to include accurate, detailed and legible street names and civic numbers of the lots.*

2. *When will a public meeting with the external auditor be scheduled to permit the taxpayers to have the *Dépôt du rapport financier et du rapport du vérificateur pour l'exercice financier 2019* explained to them by the auditor himself; especially in light of the 2019 discrepancies of nearly half a million dollars presented in the minutes?*
3. *Will the Mayor please explain the refusal to grant permission to operate food trucks in the region of Sutton, even to those holding MAPAQ permits, even during the many exemptions permitted to restaurateurs and other businesses during the Pandemic, permission granted in surrounding communities?*
4. *Why has the Town given another 65000\$ to the vested interests of CDES when they have already received at least 180 000\$ from the taxpayers to promote their enterprises, many of which are only partly operational and should therefore require less funding?*
5. *Why has the Treasury ceased to present the breakdown of the accounts payable, for which there is precedence, given that there is such a considerable variance from one month to the next?*
6. *Why has the Mayor not clarified his public statements on the 5 000\$/day charge for water transportation from the well to the mountain sector as requested?*
 - a. *Who will pay this amount; surely not the residents who pay historically, as users for the maintenance of the well?*
 - b. *Why are the mountain artificial, man-made lakes intended as reservoirs to serve the mountain sector not being used for this emergency water supply?*
 - c. *Will the Mayor please explain the system of pumps that have been used to use the reservoirs in the past and update the condition of the system?*
 - d. *Will the Mayor require a correction of the Me Fortin's minutes to include the discussion clearly heard in the video yet missing in the written minutes?*
7. *What proportion of the Town's payroll has been subsidized by CERB, given that many of the Town's services have been in abeyance, or suspension, during the pandemic?*
8. *Will the Mayor please request the DG Pierre Largy to conform to the Directive from access to Information to provide a complete organigramme for Sutton including the names of all employees, part and full time, contracted or temporary short term crisis work.*
9. *Will the Mayor please request that the CCU publish its minutes every month as this is in the public domain, for which the precedent has been established, any private information of course redacted.*
10. *Will the Mayor please explain why the CCU recommended that funding be considered for a private agricultural enterprise when this not only exceeds their mandate to make such a recommendation, but it is not within the C-19 Act for the Town to fund private, for-profit enterprises?*

11. *Will the Mayor please explain the inappropriate, forceful efforts of certain councillors to dissuade residents from raising objections querying the nonconformity of proposed zoning regulations; rightly or wrongly these lengthy letters are intimidating, excessively personal and serve only as instruments to exert closure of the democratic right of citizens to have accountability from the Council's actions.*
12. *Will the Mayor please release and post on the Sutton Website the complete report on the John Sleeth Community Center as was done for the Town hall and the recent Filtex engineer's reports by recent councils? It is to be noted that the Mayor has explained he has withheld the document because it is of "decisional" standing, in ongoing discussions, releasing it to only selected individuals, yet refusing to share it with all members of the Orientation Table committee, which seems inconsistent and discriminatory, it having been released to those who would have an interest in the demolition of the building.*
13. *Has the Mayor knowledge of an application being made in the recent month to the MCC to establish the heritage status of the John Sleeth Community Center? Why has this not been one before any discussion of demolishing the building? Will there be a public consultation and publication of the engineer's report on the state of the building before any decision is made?*
14. *Will the Mayor suspend the activities of the Committees for the Noyau du Village project until after the pandemic when the entire population can participate in the process, which has not happened so far, and so far no detailed documentation of the project has been presented even to those on the Orientation Table committee, which is unacceptable?*

RÉPONSE :

1. **Selon nos informations, un tel système n'a jamais existé. Cependant, un tel système a existé pour des élections antérieures. À noter que des cartes détaillées des zones se trouvent sur le site web, soit les plans de zonage A, B et C du Règlement 115-2 (<https://sutton.ca/services-aux-citoyens/urbanisme-et-amenagement-du-territoire/reglements-durbanisme/>).**
2. **Les citoyens ont pu poser des questions avant la séance du 3 août 2020, lesquelles questions ont été analysées par le vérificateur et auxquelles il a répondu selon son mandat.**
3. **Nous vous référons à la section 8, du chapitre 2 du Règlement 115-2 (<https://sutton.ca/wp-content/uploads/2019/10/115-10-2019-zonage-version-codifi%C3%A9e-2019-10-28.pdf>).**
4. **Nous vous référons aux termes de la résolution 2020-07-276 (<https://sutton.ca/wp-content/uploads/2020/07/Web-proces-verbal-2020-07-06.pdf>).**
5. **Nous vous référons aux termes de la résolution 2020-07-283 (<https://sutton.ca/wp-content/uploads/2020/07/Web-proces-verbal-2020-07-06.pdf>).**
6. **Ce montant proviendrait du « surplus réservé – aqueduc ». En date des présentes, pour la saison estivale, la Ville n'a finalement pas eu besoin de transporter de l'eau du Puits Academy au réseau de la Montagne.**

7. Aucune proportion de la masse salariale de la Ville n'a été subventionnée par la prestation canadienne d'urgence (PCU) / Canada Emergency Response Benefit (CERB), puisqu'aucun employé n'a été mis à pied, tous ayant été en mesure de travailler à distance.
8. Un organigramme avec les postes et le nombre d'employés pour chaque poste s'il y en a plus qu'un peut être fourni à toute personne en faisant la demande.
9. La Ville prend acte de votre suggestion et analysera celle-ci pour voir s'il y a lieu d'agir.
10. Nous vous référons au Règlement 198 et aux sections pertinentes (<https://sutton.ca/wp-content/uploads/2020/05/R%C3%A8glement-198-CCUDD-codifi%C3%A9-2020-05-12.pdf>). Nous vous référons aussi aux termes de la résolution 2020-07-304 (<https://sutton.ca/wp-content/uploads/2020/07/Web-proces-verbal-2020-07-06.pdf>) qui précise « relativement aux outils de financement disponibles », ce qui veut dire « conforme à la loi ».
11. Un conseiller peut répondre aux courriels ou commentaires qui lui sont envoyés.
12. Pour le rapport du Centre communautaire John-Sleeth, nous vous référons à l'une de nos réponses à l'une de vos questions posées pour la séance du 6 juillet 2020 (<https://sutton.ca/wp-content/uploads/2020/07/R%C3%A9ponses-aux-questions-de-la-s%C3%A9ance-du-6-juillet-2020.pdf>). Pour le rapport de la Filtex, et comme annoncé précédemment, le rapport n'est pas complété et n'a pas été analysé par la Ville.
13. La Ville a été informée d'une telle demande au Ministère de la culture et des communications. Comme mentionné antérieurement, le projet d'aménagement culturel du noyau villageois et la Table est l'endroit où de telles discussions auront lieu ultérieurement. Des consultations publiques auront aussi lieu avec les citoyens.
14. Comme mentionné antérieurement, entre autres à l'une de nos réponses à l'une de vos questions posées pour la séance du 6 juillet 2020 (<https://sutton.ca/wp-content/uploads/2020/07/R%C3%A9ponses-aux-questions-de-la-s%C3%A9ance-du-6-juillet-2020.pdf>), le projet d'aménagement culturel du noyau villageois en est à son tout début. Il y a eu un premier échange entre les membres de la Table. D'autres échanges (en séance virtuelle ou non selon l'état de la pandémie) auront lieu ultérieurement et divers documents seront transmis aux membres de la Table. Des consultations publiques auront aussi lieu avec les citoyens.